



Françoise Roche
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 & 0153940753
FR41@wanadoo.fr & gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

Vers la contre offensive ?

Le SNCA e.i.L. Convergence a participé les 30 novembre et 1^{er} décembre 2012 à l'assemblée générale de la **Convergence Nationale des Collectifs pour la Défense et le Développement des Services Publics (CDDSP)** dont il est adhérent. Cette année, la configuration de la tenue de l'assemblée générale était particulière puisque elle se déroulait en même temps que les **Vendémiaires** organisées par **Résistance Sociale**, également partenaire de la Convergence.

Cela a permis, en dépit des quelques failles d'organisation, de riches débats dont le SNCA e.i.L. Convergence entend bien tirer tous les fruits dans l'intérêt de ses adhérents et de tous ceux qui se tournent vers lui.

La constatation d'un évident désenchantement au lendemain des élections présidentielles et législatives qui ont donné pratiquement tous les rouages de l'Etat au PS et à ses affidés, n'a rien pour étonner le SNCA e.i.L. Convergence : des institutions corsetées par un encadrement inchangé pour l'essentiel, issu de formations identiques et toutes imbues de pratiques managériales qui, plus elles montrent leur inefficacité et leur dangerosité, plus elles sont appliquées, développées, encensées et imposées ; des « élites » du même jus qui, ouvertement ou *in petto*, pensent qu'*homo sapien sapiens* est l'heureux sujet d'un pouvoir de droit divin qui est le libéralisme économique, sans frein, sans vergogne et sans limite ; une caste politique ou totalement dévouée à cette idéologie inégalitaire et destructrice de l'homogénéité sociale, ou sans imagination pour sortir de ce dogme, prétendument universel parce qu'il permet l'inique mondialisation, ou sans courage pour faire l'effort de sortir du cercle vicieux qui mène les peuples à la misère..., tout cela conduit à un « changement » qui ressemble à du sur place pour mieux orchestrer **la régression sociale et démocratique**.

Or les menaces sont immédiates : démantèlement de l'Etat-Nation par une étape supplémentaire de la régionalisation, dont les résultats n'ont jamais été évalués, visant, au nom de la sacro-sainte autonomie, à **casser la République Une et Indivisible** ; destruction du système de sécurité sociale au profit de « mutuelles » de plus en plus financiarisées ; emploi et pouvoir d'achat sacrifiés sur l'autel d'une dette imaginaire et par conséquent toujours gonflée un peu plus le lendemain que la veille ; souveraineté nationale trahie par ceux-là mêmes qui en sont les garants ; etc.

Le résultat le plus évident de ces politiques schizo-phrènes, méprisantes et mensongères, c'est le doublon de la pauvreté grandissante et du déni de démocratie galopant !

Fidèle, et le préambule de ses statuts le rappelle, au **programme du Conseil National de la Résistance**, le SNCA e.i.L. Convergence œuvre et oeuvrera contre tout ce qui prétend

l'abolir ; fidèle aux **valeurs humanistes et authentiquement universelles de la République**, le SNCA e.i.L. Convergence considère que la privatisation des services publics et le dévoiement des missions des fonctionnaires sont une négation pure et simple de la devise de la République, Liberté Egalité Fraternité ; fidèle aux exigences posées au syndicalisme par la **Charte d'Amiens**, le SNCA e.i.L. Convergence en combattant le libéralisme qui fait la guerre aux travailleurs et aux citoyens combat pour l'émancipation du monde au travail, ici et partout.

La Convergence en affirmant que **les services publics sont l'instrument de la transformation sociale et du progrès démocratique**, grâce à leur développement et à de nouvelles formes de leur gestion, se donne et donne à ses partenaires une **mission d'éducation populaire qui est la source même de l'Ecole Laïque**, de l'Ecole de la République. Sa sauvegarde et son rayonnement exigent le passage à la contre-offensive contre ce qui la dénature, la gangrène et la désagrège afin de lui redonner son sens initial d'institution républicaine au service de l'intérêt général et du bien public.

Paris, le 2 décembre 2012
Françoise Roche